



Conseil économique et social

Distr. générale
7 octobre 2014

Français
Original: anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Conférence Asie-Pacifique sur l'égalité des sexes et
l'autonomisation des femmes: examen de Beijing+20

Bangkok, 17-20 novembre 2014

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen des progrès accomplis et des difficultés
persistantes dans la mise en œuvre de la
Déclaration et du Programme d'action de Beijing
en Asie et dans le Pacifique**

Examen des progrès accomplis et des difficultés persistantes dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat**

Résumé

Le présent rapport contient un résumé de l'examen régional des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en Asie et dans le Pacifique, où seront traités en particulier les résultats déjà obtenus, les difficultés persistantes et les domaines d'action prioritaires pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Il se fonde sur les réponses reçues des États membres à l'enquête intergouvernementale régionale menée par la CESAP ainsi que sur les rapports nationaux d'examen sur Beijing+20 soumis par les États membres à la CESAP.

L'enquête régionale Asie-Pacifique sur Beijing+20 et les rapports nationaux d'examen ont permis de relever les progrès accomplis par les États membres de la CESAP: le renforcement et l'adoption de politiques, de lois et de plans d'action en faveur de l'égalité des sexes; l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles; et la promotion de l'exercice de responsabilités par les femmes et de leur participation à la vie politique. Le principal problème rencontré au niveau régional, à savoir la faiblesse des cadres normatifs et des mécanismes institutionnels afférents à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, se répercute au niveau des réalisations.

S'agissant des 12 domaines critiques retenus dans le Programme d'action, les États membres de la CESAP ont à la fois enregistré des progrès et rencontré des obstacles persistants sur la voie de l'égalité en ce qui concerne le statut économique, l'éducation, la santé, le pouvoir, les droits fondamentaux, la participation des médias et l'image véhiculée par ceux-ci, et l'environnement.

* E/ESCAP/GEWE/L.1.

** La parution tardive du présent document est due au fait que la CESAP a reçu avec beaucoup de retard les réponses de plusieurs États membres à l'enquête régionale Asie-Pacifique sur Beijing+20 et les rapports nationaux d'examen. Il constitue un résumé du rapport régional intégral intitulé « Gender Equality and Women's Empowerment in Asia and the Pacific: Implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action », qui fera l'objet d'une publication de la CESAP à paraître au début de 2015.

Les domaines d'action prioritaires retenus par les États membres de la CESAP pour progresser dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Asie et dans le Pacifique sont les suivants: a) la participation des femmes à la vie publique et politique; b) l'autonomisation économique des femmes; et c) l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.

Pour pouvoir progresser vers l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, les États membres de la CESAP ont aussi relevé le besoin: a) de cadres normatifs généraux; b) d'une prise de conscience de la problématique hommes-femmes; c) de capacités pour la lutte contre les inégalités entre les sexes; d) de coopération et de partenariats; e) de ressources; et f) de responsabilisation.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	3
II. Synthèse des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action.....	4
III. Synthèse des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du Programme d'action.....	5
IV. Le Programme d'action et ses 12 domaines critiques.....	7
A. Les femmes et la pauvreté.....	7
B. Éducation et formation des femmes.....	8
C. Les femmes et la santé.....	8
D. Violence à l'égard des femmes (et des filles).....	9
E. Les femmes et les conflits armés.....	10
F. Les femmes et l'économie.....	10
G. Les femmes au pouvoir et la prise de décision.....	11
H. Mécanismes institutionnels de promotion des femmes.....	11
I. Droits fondamentaux des femmes.....	12
J. Les femmes et les médias.....	13
K. Les femmes et l'environnement.....	13
L. La fille.....	14
V. Mise en œuvre du Programme d'action.....	14
A. Cadres normatifs et mécanismes institutionnels concernant l'égalité des sexes.....	14
B. Coopération et partenariats en faveur de l'égalité des sexes.....	15
C. Données et statistiques sur l'égalité des sexes.....	16
D. Budgets et financements pour l'égalité des sexes.....	17
VI. Réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.....	17
A. Domaines d'action prioritaires en matière d'égalité des sexes.....	17
B. Accélération de la mise en œuvre du Programme d'action.....	20
VII. Conclusions.....	21

I. Introduction

1. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing¹ ont été adoptés en 1995 par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, puis entérinés par l'Assemblée générale de l'ONU.

2. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques du Programme d'action de Beijing font l'objet d'un examen tous les cinq ans depuis 1995 par la Commission de la condition de la femme, qui constitue une commission technique du Conseil économique et social. Il y a eu jusqu'à présent trois examens – en 2000, 2005 et 2010 –, chaque examen ayant produit un document final qui renforce l'engagement pris au niveau mondial d'autonomiser les femmes et les filles et définit les actions prioritaires à entreprendre au cours des cinq années suivantes.

3. Le quatrième examen aura lieu en 2015, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Dans sa résolution 2013/18, le Conseil économique et social a demandé à tous les États de procéder à des examens nationaux complets visant à répertorier les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du Programme d'action. Par ailleurs, la résolution du Conseil a engagé « les commissions régionales à entreprendre des examens au niveau régional afin que les résultats des processus intergouvernementaux régionaux puissent alimenter l'examen prévu en 2015 »², qui sera réalisé sous la supervision de la Commission de la condition de la femme.

4. Conformément à ce mandat, la CESAP a réalisé en 2014, en coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), un examen régional des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action en Asie et dans le Pacifique.

5. L'examen analytique des progrès accomplis au niveau régional dans la mise en œuvre du Programme d'action a été réalisé sur la base d'une enquête régionale et des rapports nationaux d'examen soumis par les États membres de la CESAP. Celle-ci a reçu 40 contributions de pays pour l'enquête régionale³ et 32 rapports nationaux d'examen⁴. L'examen analytique a porté sur les États membres de la CESAP géographiquement situés dans la région de l'Asie et du Pacifique. Il a également bénéficié des contributions de la société civile.

¹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (Publication des Nations Unies, numéro de vente F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

² Voir la résolution 2013/18 du Conseil économique et social, par. 4.

³ Origine des réponses à l'enquête régionale sur Beijing+20: Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Chine, Fédération de Russie, Hong Kong (Chine), Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Iran (République islamique d'), Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Macao (Chine), Maldives, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Polynésie française, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Turquie, Tuvalu et Vanuatu.

⁴ Origine des rapports nationaux d'examen soumis à la CESAP et à ONU-Femmes: Afghanistan, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Fédération de Russie, Fidji, Géorgie, Îles Marshall, Îles Salomon, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Mongolie, Nauru, Népal, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, Tadjikistan, Timor-Leste, Tonga, Turquie, Tuvalu et Vanuatu.

6. Le présent document contient un résumé des résultats obtenus et des problèmes rencontrés par les États membres de la CESAP en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, notamment en rapport avec les 12 domaines critiques retenus dans le Programme d'action. Il présente également les principaux moyens de mise en œuvre du Programme d'action, de même que les priorités établies par les États membres pour en renforcer la mise en œuvre et parvenir à l'égalité entre les sexes.

II. Synthèse des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action

7. Globalement, les États membres ont discerné trois catégories de progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action dans la région de l'Asie et du Pacifique⁵: a) l'amélioration de l'égalité des sexes dans les administrations nationales et autres; b) la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles; et c) la promotion de l'exercice de responsabilités par les femmes et de leur participation à la vie politique.

Renforcement de la gouvernance et des institutions publiques

8. S'agissant de la gouvernance, et notamment des cadres institutionnels mis en place pour parvenir à l'égalité des sexes, les États membres ont souligné les éléments suivants: a) l'adoption de politiques, de lois, de plans d'action et de stratégies concernant l'égalité des sexes, ainsi que l'accession à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁶; b) l'établissement et/ou le renforcement du statut et du mandat des mécanismes nationaux pour la promotion de la femme; c) le renforcement de la sensibilisation à l'égalité des sexes et de l'engagement y relatif dans tous les organismes publics; et d) une meilleure prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble du secteur public, notamment par une budgétisation tenant compte de cette problématique.

Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles

9. Les États membres des cinq sous-régions de la CESAP ont mis l'accent sur les progrès accomplis dans l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, et notamment sur: l'introduction de lois; le renforcement des moyens de faire appliquer la loi; la mise sur pied d'organismes publics chargés de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles; les programmes de prévention; la sensibilisation et la mobilisation des communautés; et le lancement de campagnes ciblées concernant des problèmes comme la traite des êtres humains et la sorcellerie.

Exercice de responsabilités par les femmes et leur participation à la vie politique

10. En ce qui concerne la troisième catégorie de progrès accomplis au niveau régional – à savoir davantage de responsabilités exercées par les femmes et leur participation accrue à la vie politique – les États membres ont indiqué que des femmes ont occupé, et continuent d'occuper, des postes de rang élevé dans les administrations et dans des entités non gouvernementales, qu'il s'agisse de chefs de gouvernement ou de juges à la Cour Suprême ou encore de l'exercice de fonctions dans les conseils nationaux, les équipes

⁵ Par « États membres », il faut entendre ici les membres et membres associés de la CESAP qui ont répondu à l'enquête régionale Asie-Pacifique sur Beijing+20 (au nombre de 40) et/ou soumis un rapport national d'examen sur Beijing+20 (au nombre de 32).

⁶ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1249, n° 20378.

spéciales et les organismes de négociation pour la paix. Les États membres ont également mentionné les effets positifs de mesures temporaires spéciales, telles que l'imposition de quotas, pour accroître la représentation des femmes comme candidates au sein des partis politiques et comme parlementaires.

Autres progrès

11. Au niveau sous-régional⁷, des États membres du Pacifique, de l'Asie de l'Est et du Nord-Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ont fait ressortir les progrès accomplis en faveur de l'autonomisation économique des femmes, progrès qui concernent: a) la révision de la législation; b) l'introduction d'horaires de travail flexibles; c) l'établissement d'un salaire minimum; d) la prestation de services de soins aux enfants; et e) l'amélioration de l'accès aux services financiers, notamment au crédit.

12. Des États membres de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ont fait état des progrès enregistrés dans le domaine de l'éducation s'agissant notamment de l'augmentation du niveau d'alphabétisation des femmes; de l'amélioration des résultats scolaires des filles; de la progression du nombre de femmes qui poursuivent des études supérieures; de la parité des sexes au niveau des effectifs de l'enseignement primaire; et de la proportion croissante des filles qui font des études dans des domaines où prédominent traditionnellement les garçons.

13. Certains États membres situés dans le Pacifique, en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud et du Sud-Ouest ont relevé les progrès réalisés dans le domaine de la santé des femmes et des filles, et en particulier de la santé maternelle, comme, par exemple, la réduction des taux de mortalité maternelle et la construction de maternités au sein des hôpitaux. Ils ont également fait mention de la prestation de services de santé aux femmes et aux filles infectées par le VIH.

14. Des États membres du Pacifique et de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale ont signalé les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme sur les femmes et la paix et la sécurité.

III. Synthèse des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du Programme d'action

15. Outre les progrès accomplis, les États membres ont mentionné les principaux problèmes rencontrés dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Cadres normatifs et mécanismes institutionnels

16. Des États membres de toute la région Asie-Pacifique ont fait état d'obstacles d'ordre institutionnel, parmi lesquels: a) des « lacunes » dans les

⁷ Les cinq sous-régions de la CESAP sont les suivantes : l'Asie de l'Est et du Nord-Est (Chine, Hong Kong (Chine), Japon, Macao (Chine), Mongolie, République de Corée et République populaire démocratique de Corée); l'Asie du Nord et l'Asie centrale (Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan); le Pacifique (Australie, Fidji, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes septentrionales, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu et Vanuatu); l'Asie du Sud-Est (Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Viet Nam); et l'Asie du Sud et du Sud-Ouest (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'), Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka et Turquie).

politiques générales et la législation; b) la résistance face à l'adoption de politiques et de lois relatives à l'égalité des sexes, c) le manque de communication, de coordination et de moyens qui entrave la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble du secteur public; d) l'insuffisance de ressources techniques et financières, en particulier pour les mécanismes nationaux en faveur des femmes; e) le manque de compréhension et d'appréciation de la question de l'égalité des sexes de la part des politiciens, des décideurs et des fonctionnaires; et f) le besoin d'une application plus large et plus ferme de la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes.

17. Des États membres ont également relevé des problèmes concernant: a) l'application de la législation en place; b) la mise en œuvre des stratégies et plans d'action; et c) le suivi et l'évaluation des initiatives prises. Les problèmes de mise en œuvre, d'application et de suivi étaient eux liés à l'absence ou à l'existence en quantité limitée de données ventilées par sexe, d'indicateurs sexospécifiques, de statistiques par sexe, de systèmes officiels pour la gestion des informations et de procédés pour l'échange de données et d'informations entre les institutions publiques.

Normes socioculturelles

18. En rapport avec les problèmes institutionnels, des États membres du Pacifique et de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ont relevé la nécessité de traiter des problèmes liés au système patriarcal et, plus particulièrement, aux « mentalités », attitudes, valeurs, croyances et perceptions discriminatoires, préjudiciables et restrictives qui lui sont associées.

Violence à l'égard des femmes et des filles et exercice de responsabilités et prise de décision par les femmes

19. L'élimination des obstacles rencontrés dans une société patriarcale est liée à la solution de questions sectorielles touchant l'égalité des sexes, notamment la violence à l'égard des femmes et des filles et l'exercice de responsabilités par les femmes et leur participation à la vie politique. Alors que ces deux questions figurent dans la catégorie des « progrès accomplis », des États membres du Pacifique, de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest et de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale ont indiqué que la violence à l'égard des femmes et des filles et l'exercice de responsabilités par les femmes et leur participation à la vie politique constituaient des entraves à la réalisation de l'égalité des sexes.

Autonomisation économique des femmes

20. Des États membres des sous-régions du Pacifique, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ont énuméré les obstacles à l'autonomisation économique des femmes, s'agissant notamment des défis à relever ci-après: surmonter la pauvreté, corriger les « lacunes » législatives, éliminer la ségrégation horizontale et verticale dans le monde du travail, combler l'écart salarial entre hommes et femmes, augmenter la participation des femmes au marché du travail, assurer l'« équilibre » entre responsabilités professionnelles et responsabilités personnelles et apprécier le travail non rémunéré accompli par les femmes.

Santé des femmes et des filles

21. La situation économique des femmes et des filles est liée à leur état de santé. Des États membres du Pacifique, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du

Sud et du Sud-Ouest ont indiqué que les questions de santé entravaient la réalisation des objectifs d'égalité entre les sexes. Ils se sont déclarés particulièrement inquiets: a) de la morbidité et de la mortalité maternelles; b) des taux élevés de fécondité chez les adolescents; c) de la malnutrition; et d) des effets négatifs des maladies non transmissibles.

Conflits armés

22. En ce qui concerne les conflits, des États membres des sous-régions du Pacifique, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ont fait référence au programme « les femmes et la paix et la sécurité », et noté que les conflits armés, les insurrections, les coups d'état, l'insécurité et l'instabilité politiques compromettaient la paix et la sécurité des femmes et des filles (et des hommes et des garçons) et restreignaient la prise de responsabilité par l'État à l'égard de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Environnement

23. Les changements climatiques, les catastrophes naturelles provoquées par des séismes ou encore des typhons et la détérioration de l'environnement ont été cités comme facteurs préjudiciables à la sécurité des femmes et des filles. Les questions environnementales étaient liées, par les États membres, à la réduction des emplois rémunérés pour les femmes, à la destruction des sources de revenus des femmes et à l'accès restreint des femmes aux ressources naturelles, notamment à l'eau.

Divers besoins et intérêts

24. Un autre problème signalé par des États membres concernait la prise en compte de manière équitable des besoins et intérêts des femmes et des filles dans leur diversité et l'adoption des mesures appropriées. On a ainsi relevé des disparités entre les femmes autochtones et non autochtones et entre les femmes rurales et les femmes urbaines pour ce qui était de la pauvreté, de l'emploi, de la violence et de l'accès aux services, notamment sanitaires et éducatifs.

IV. Le Programme d'action et ses 12 domaines critiques

25. À propos des 12 domaines critiques retenus dans le Programme d'action, les États membres ont décrit les mesures prises ainsi que les résultats positifs obtenus et les obstacles qui restaient encore à franchir.

A. Les femmes et la pauvreté

26. Les États membres ont indiqué que la pauvreté parmi les femmes et les filles restait un sujet de préoccupation. Dans la région Asie-Pacifique prise dans son ensemble, la proportion de la population féminine en situation de pauvreté, au niveau national, oscillait entre 1,7 et 70 %. Dans leurs observations sur la question, les États membres ont mentionné la vulnérabilité particulière des ménages dirigés par une femme et des ménages monoparentaux, dont le chef est dans la majorité des cas une femme.

27. S'agissant de la lutte contre la pauvreté chez les femmes et les filles, les États membres ont indiqué avoir appliqué des politiques macroéconomiques destinées à répondre précisément aux besoins des femmes et des filles en situation de pauvreté. Des mesures de protection sociale adaptées aux besoins particuliers des femmes sont le plus souvent appliquées

pour faire face à la pauvreté, suivies par des programmes pour l'emploi et la création de sources de revenus, une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes et ensuite une fiscalité prenant en compte les sexospécificités.

B. Éducation et formation des femmes

28. Les États membres ont décrit les avancées dans le domaine de l'éducation et de la formation. Ainsi, les taux nets d'inscription et les taux de fréquentation scolaire des filles et des garçons dans l'enseignement primaire à travers la région montrent qu'il y a parité des sexes à ce niveau.

29. Dans la région Asie-Pacifique prise dans son ensemble, les taux nets d'inscription et de fréquentation montrent qu'il y a moins de parité des sexes dans l'enseignement secondaire que dans le primaire, et que cette tendance est plus prononcée encore au niveau de l'enseignement supérieur; certains pays enregistrent des taux de scolarisation des filles supérieurs à ceux des garçons alors que la situation est inverse dans d'autres. Dans certains pays de la région de la CESAP, moins de 50 % des filles (et des garçons) en âge scolaire sont inscrits dans un établissement secondaire.

30. D'autre part, il convient de noter que si la parité des sexes est de plus en plus évidente au regard des taux d'alphabétisation à travers la région, dans quatre États membres (tous situés dans la sous-région Asie du Sud et du Sud-Ouest), moins de la moitié de la population féminine âgée de 15 ans et plus est alphabétisée, alors qu'un seul État membre enregistre un taux d'alphabétisme des hommes inférieur à 50 %.

31. La progression des taux de scolarisation dans le primaire et des taux d'alphabétisation dans les États membres s'explique par l'existence de politiques nationales imposant l'accès à l'éducation des femmes et des hommes, des filles et des garçons sur un pied d'égalité, l'éducation étant fréquemment gratuite et obligatoire pendant une durée de 12 ans.

32. Cependant, si les cadres normatifs prévoient l'égalité entre les femmes et les hommes, et entre les filles et les garçons, en matière d'éducation, des disparités subsistent. Les États membres ont fait état de problèmes dans la réalisation des objectifs législatifs et de politique générale en ce qui concerne la qualité de l'éducation, les ressources, l'accès et le « choix d'une filière ». Le manque d'enseignants qualifiés et d'enseignantes formées a été relevé, ainsi que le besoin de ressources supplémentaires pour les infrastructures et les transports scolaires. Des États membres ont également souligné la nécessité d'éliminer le « choix d'une filière » et les normes et valeurs socioculturelles qui donnent lieu à une déscolarisation prématurée des filles.

C. Les femmes et la santé

33. Les États membres ont fait état des progrès enregistrés grâce aux politiques et législations qui prévoient un éventail de services de santé à l'intention des femmes et des filles. Les politiques et les plans portent uniquement sur les besoins de santé des femmes et des filles ou s'appliquent à l'ensemble de la population tout en incorporant des objectifs et des mesures concernant spécifiquement la santé des femmes et des filles. Par ailleurs, les politiques, plans et programmes qui concernent les besoins et intérêts des femmes et des filles en matière de santé varient de par leur exhaustivité, leur couverture et leur mise en application.

34. Les États membres ont relevé la persistance de problèmes qui touchent la santé et le bien-être des femmes et des filles, comme l'application partielle des politiques et programmes, l'insuffisance de ressources, le manque de services spécialisés, l'existence d'obstacles à l'accès aux services et de secteurs sanitaires qui ne tiennent pas pleinement compte des disparités entre les sexes. Ainsi, si, en moyenne, les femmes vivent plus longtemps que les hommes, elles continuent de mourir en cours d'accouchement, de ne pouvoir satisfaire tous leurs besoins en matière de santé, comme en ce qui concerne la santé sexuelle et procréative et les services aux séropositifs, et ne bénéficient pas toutes de la possibilité de choisir leurs services de santé ou d'y accéder.

35. Parmi les problèmes signalés, et malgré les progrès enregistrés, la santé maternelle est une question particulièrement préoccupante, alors que des femmes continuent de mourir en cours de grossesse ou d'accouchement. Les États membres considèrent que les faibles taux d'alphabétisme des femmes, la pauvreté et l'accès limité à la fois au personnel et aux services de santé contribuent à la forte mortalité maternelle. Par ailleurs, on perçoit la nécessité d'investir davantage pour les soins prénatals et la fourniture d'une assistance qualifiée à la naissance, compte tenu de la corrélation négative existant avec la morbidité et la mortalité maternelles.

D. Violence à l'égard des femmes (et des filles)

36. Les États membres ont signalé les progrès accomplis en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles; les mesures prises comprennent l'adoption de politique et de lois, la mise en œuvre de plans d'action et la fourniture de services. Les lois pour la protection et pour la sécurité de la famille et les lois contre la violence domestique, ainsi que les codes pénaux et civils et les codes de la famille, légifèrent contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans la région Asie-Pacifique.

37. Portant selon le cas sur la violence physique, sexuelle, psychologique, domestique ou économique, les lois adoptées dans la région pour criminaliser la violence à l'égard des femmes et des filles contiennent des dispositions qui incluent des mesures de protection, des directives de sécurité à l'intention de la police, des peines d'emprisonnement et/ou « la «rééducation par le travail ». Toutefois, tous les pays de l'Asie et du Pacifique ne sont pas dotés d'une législation criminalisant toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles et l'application intégrale et efficace de ce type de législation ne se fait pas sans difficultés.

38. En ce qui concerne la fourniture de services, les services de santé et les services juridiques constituent la forme d'assistance la plus communément disponible pour les victimes de violence, suivie par l'accès à des refuges ou des centres d'accueil, et ensuite par l'offre de moyens d'existence. En ce qui concerne les femmes handicapées, environ deux tiers des États membres fournissent des services visant à prévenir la violence à l'égard des femmes handicapées et un tiers fournissent des services ciblés aux femmes handicapées victimes de violence.

39. Comme l'indiquent les États membres, les cadres normatifs, les programmes et les campagnes publiques mis en place pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles sont utiles mais insuffisants, étant donné les taux toujours très élevés de violence à l'égard des femmes et des filles et l'apparente impunité de certains auteurs d'actes de violence. Les États membres ont indiqué que les obstacles à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles allaient de l'insuffisance de données et de

services à l'existence de systèmes judiciaires peu accueillants et de normes socioculturelles discriminatoires.

E. Les femmes et les conflits armés

40. Quelque 13 États membres ont signalé l'adoption de plans d'action nationaux en rapport avec le programme « les femmes et la paix et la sécurité », dont six pouvaient être obtenus par les canaux d'information publique. La participation des femmes dans les organismes de résolution des conflits et de consolidation de la paix aurait augmenté, même si elles restent minoritaires parmi les représentants. Des 40 États membres ayant répondu à l'enquête, 12, situés dans les cinq sous-régions de la CESAP, ont précisé qu'aucune femme n'occupait un poste à responsabilités dans la résolution des conflits et/ou la consolidation de la paix dans leur pays.

41. Outre les plans d'action nationaux, des initiatives en matière d'éducation et de formation sont lancées dans la région Asie-Pacifique pour sensibiliser les femmes, les responsables de la répression des infractions et le secteur judiciaire au programme « les femmes et la paix et la sécurité », et leur donner davantage de moyens pour y donner suite.

42. De plus, compte tenu du fait que pendant les conflits armés et au moment de leur dénouement, les femmes et les filles peuvent être victimes d'enlèvement, de travail forcé, d'affrontement, d'agression physique, d'abus sexuel ou réduites à l'esclavage sexuel, entre autres formes d'exploitation et de mauvais traitement, certains États membres se sont dotés de politiques pour protéger les femmes et les filles contre la violence durant les conflits armés.

F. Les femmes et l'économie

43. Les États membres ont indiqué avoir adopté des politiques, des lois et des programmes favorisant l'accès sur un pied d'égalité des femmes et des hommes à l'emploi et à un travail décent, ainsi que la possession et le contrôle des ressources productives.

44. Il a également été noté qu'en Asie et dans le Pacifique, malgré l'existence de politiques et de programmes pertinents, des inégalités entre les femmes et les hommes subsistent dans le domaine de l'emploi, comme en témoignent par exemple: a) des taux de participation des femmes au marché du travail inférieurs à ceux des hommes; b) l'écart salarial entre hommes et femmes; et c) la ségrégation professionnelle tant verticale qu'horizontale. De plus, les femmes courent davantage de risque d'être recrutées pour les emplois vulnérables (à l'exception des femmes de l'Asie de l'Est et du Nord-Est) et d'être engagées comme aides familiales (en particulier en Asie du Sud et du Sud-Ouest et en Asie du Sud-Est).

45. L'entrepreneuriat est un domaine qui a bénéficié de mesures visant à accroître la participation des femmes à l'économie. Des États membres ont présenté les mesures prises pour promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes. Environ deux tiers des États membres s'efforcent de prendre en compte les besoins des femmes dans leurs politiques, programmes et budgets qui ont trait à l'entrepreneuriat, et de mettre des ressources à la disposition des institutions qui favorisent l'entrepreneuriat des femmes.

46. Les États membres ont signalé qu'il y avait lieu de prendre des mesures supplémentaires concernant: a) la révision, l'adoption et l'application de législations imposant l'égalité des droits et des chances pour

les femmes et les hommes; b) l'affectation de ressources pour l'autonomisation économique des femmes et la création d'emplois décents pour elles; c) l'application de mesures qui encouragent l'« équilibre » entre la vie professionnelle et la vie familiale; d) la prise en compte spécifique des besoins et intérêts de groupes particuliers de travailleuses, comme les employées de maison, les travailleuses migrantes, les travailleuses du secteur informel et les travailleuses rurales; et e) la réalisation d'études sur l'emploi du temps qui permettent de mieux comprendre le travail productif et reproductif des femmes et des hommes et d'aider à la prise de décision.

G. Les femmes au pouvoir et la prise de décision

47. Les États membres ont indiqué que l'on a réussi à accroître la participation des femmes dans le domaine public, mais que celles-ci restent minoritaires dans les bureaux politiques nationaux et infranationaux ainsi qu'aux postes de responsabilité dans les secteurs public et privé. Dans 17 des 50 États membres pour lesquels on a pu réunir des données, moins de 10 % des parlementaires nationaux (chambres uniques et chambres basses) sont des femmes et, dans 15 autres, les femmes représentent entre 10 et 20 % de l'ensemble des parlementaires nationaux. Dans 29 des 35 pays de l'Asie et du Pacifique pour lesquels des données sont disponibles, un ministre national sur cinq, voire moins, est une femme. La sous-représentation des femmes dans les parlements nationaux se reflète au niveau infranational. Les États membres ont indiqué, par exemple, que les femmes constituent moins de 20 % des représentants au niveau des villages, des états et des administrations locales.

48. Des États membres ont indiqué avoir levé les obstacles à la participation des femmes dans les organes élus, en vertu de dispositions constitutionnelles et législatives qui permettent aux femmes et aux hommes de se présenter à une élection sur un pied d'égalité. Des États membres ont également fait état de l'existence de « mesures temporaires spéciales ». Plusieurs États membres de l'Asie et du Pacifique ont signalé l'application de systèmes de quota: a) pour des postes dont le titulaire est élu (comme dans les parlements nationaux ou les administrations locales); et/ou b) pour les candidatures sur les listes des partis politiques.

49. Des États membres ont préconisé que la révision des valeurs et des croyances socioculturelles, l'adoption et l'application de politiques et de lois pertinentes et le renforcement des ressources et des capacités pour assurer une représentation équitable des femmes et des hommes dans les enceintes décisionnelles.

H. Mécanismes institutionnels de promotion des femmes

50. Il existe dans toute la région de l'Asie et du Pacifique des mécanismes institutionnels nationaux pour la promotion de la femme. Ces mécanismes institutionnels se présentent sous diverses formes et visent à réaliser l'égalité des sexes et à autonomiser les femmes.

51. Les États membres ont énuméré les mesures prises dans le cadre de leurs mécanismes institutionnels; elles concernaient le renforcement des cadres normatifs pour l'égalité des sexes, la consolidation des structures mises en place par les gouvernements pour tenir compte de la problématique hommes-femmes, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, l'autonomisation économique des femmes, la promotion de la prise de responsabilités par les femmes et le renforcement des bases de données et des systèmes statistiques relatifs à l'égalité des sexes.

52. S'agissant des problèmes rencontrés, les États membres ont mentionné le manque de volonté politique et de responsabilisation, la connaissance et la compréhension limitées de la question de l'égalité des sexes, le statut inférieur, l'insuffisance de ressources, le manque de données et la mauvaise coordination entre les organismes publics comme obstacles rencontrés par les mécanismes institutionnels de promotion des femmes pour s'acquitter de leur mandat.

53. Les principales stratégies définies pour consolider les mécanismes institutionnels sont les suivantes: a) veiller à ce que les mécanismes nationaux en faveur des femmes soient des « entités autonomes » au sein de structures gouvernementales qui soient dotées du statut et de l'autorité nécessaires pour assurer une progression appréciable vers l'égalité de droit et de fait; b) renforcer la collaboration et la coordination intragouvernementales pour améliorer l'égalité des sexes, notamment par la formulation, l'adoption, l'application et le suivi de politiques et de lois qui rendent obligatoire l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, et entre les filles et les garçons; et c) mieux sensibiliser et prendre des initiatives en matière d'éducation, et fournir davantage de ressources humaines et financières.

I. Droits fondamentaux des femmes

54. Tous les États membres de l'Asie et du Pacifique, à l'exception de trois⁸, ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Dix-huit États membres ont toutefois émis des réserves. L'incorporation de la Convention dans les contextes nationaux serait toujours incomplète, malgré les dispositions constitutionnelles et législatives adoptées par les pays en matière de droits de l'homme.

55. Les États membres ont indiqué que les droits fondamentaux des femmes et des filles sont violés, comme en témoignent la fréquence de la violence à leur égard et la nécessité concomitante d'améliorer leur accès à la justice et acquisition des notions de droit élémentaires. Ils ont également relevé l'importance de l'exercice par les femmes et les filles de leurs droits fondamentaux en matière d'éducation, de santé, d'emploi et de participation à la vie politique, ainsi que l'importance de sensibiliser davantage à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

56. Conscients de la nécessité de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des filles, des États membres ont déclaré qu'ils sont dotés d'institutions nationales indépendantes dont le mandat comprend la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles. De plus, reconnaissant qu'il est important que les femmes et les filles possèdent des notions de droit élémentaires pour pouvoir exercer leurs droits fondamentaux, ils ont indiqué avoir mis en place des mesures pour encourager l'acquisition par elles de ces notions de droit élémentaires. Les mesures mises en œuvre par les pays de l'Asie et du Pacifique pour promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des filles comprennent: a) la sensibilisation et l'éducation; b) la défense de cette cause auprès des dirigeants et des responsables politiques; et c) la fourniture (gratuite) d'assistance et de conseils juridiques, en parallèle avec la formation de juristes et d'auxiliaires de justice féminins.

⁸ La République islamique d'Iran, la République des Palaos et les Tonga.

J. Les femmes et les médias

57. Il existe des différences considérables dans la région en ce qui concerne la participation des femmes et des filles dans les médias et l'image que ceux-ci projettent d'elles. Quantitativement parlant, la proportion des femmes journalistes professionnelles témoigne de la participation des femmes dans les médias. Dans 12 des 21 États membres qui ont fourni des données statistiques, les femmes constituent moins de 50 % des journalistes professionnels (la fourchette va de 0 à 45 %), s'agissant en particulier d'États membres de la sous-région de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, mais également du Pacifique, de l'Asie de l'Est et du Nord-Est et de l'Asie du Sud-Est. Dans 5 de ces 21 États membres, le nombre des journalistes féminins et masculins est égal, alors que dans quatre d'entre eux les femmes constituent la majorité des journalistes professionnels (généralement environ 60 %).

58. Si les femmes représentent la majorité des journalistes professionnels dans quelques pays de l'Asie et du Pacifique, leur participation dans les médias rencontre toujours des problèmes qui concernent, par exemple, l'égalité des salaires, le traitement équitable, la reconnaissance de leur travail, le harcèlement, le juste équilibre entre leurs responsabilités professionnelles et personnelles.

59. Les États membres ont fait mention des initiatives prises pour accroître le taux de participation des femmes et des filles dans les médias, notamment les programmes lancés pour et par les femmes, l'offre de services d'éducation et de formation, et l'adoption de mesures pour accroître le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité et de décision. Des initiatives ont aussi été prises pour promouvoir une présentation équilibrée et non-stéréotypée des femmes et des filles, comme l'adoption d'une législation proscrivant la pornographie et une meilleure prise de conscience du rôle des professionnels des médias.

K. Les femmes et l'environnement

60. En ce qui concerne les questions environnementales, les États membres ont indiqué avoir pris diverses mesures en fonction des besoins et intérêts particuliers des femmes et des filles en rapport avec les ressources naturelles, les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe.

61. Un des principaux engagements pris par les États membres est d'intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans les politiques, plans et programmes qui visent à promouvoir la maîtrise des ressources naturelles, l'accès aux ressources énergétiques, l'engagement dans les initiatives concernant les changements climatiques et la participation à l'action menée pour contrer les risques de catastrophe par les femmes et les hommes sur un pied d'égalité. Parmi les diverses mesures prises par les États membres, on relèvera: a) l'adoption de politiques nationales favorisant la propriété, la gestion et l'utilisation des ressources naturelles, comme l'eau, les carburants, la terre et les forêts, par les femmes et par les hommes sur un pied d'égalité; b) la prise en compte des vulnérabilités et des besoins des femmes et des filles dans les initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets; et c) la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les politiques et programmes de réduction des risques de catastrophe.

L. La fille

62. Les États membres ont indiqué avoir adopté des mesures – politiques, lois, plans d'action et/ou programmes – pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard de la fille. Avec la ratification universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant⁹ en Asie et dans le Pacifique, diverses mesures de politique générale axées sur l'enfant (et non pas spécifiquement sur la fille) ont été prises par les pays dans le cadre de mesures intégrées.

63. Selon les informations communiquées, les politiques, lois, campagnes publiques et initiatives en matière d'éducation et de formation en place au niveau national portent sur une série de questions avec pour objectif d'améliorer la condition de la fille, allant de questions relatives à l'éducation, au mariage, à l'héritage et aux normes socioculturelles à la création d'espaces et de possibilités offerts aux filles pour qu'elles puissent entreprendre des activités physiques et des échanges sociaux et se préparer à la vie active. Des mesures normatives et des campagnes de sensibilisation et d'information publiques sont adoptées plus fréquemment par les États membres que des programmes et services visant à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des filles.

V. Mise en œuvre du Programme d'action

64. S'agissant des mécanismes de mise en œuvre du Programme d'action, les besoins recensés par les États membres peuvent se répartir en quatre catégories générales: a) cadres normatifs et institutions; b) partenariat et coopération; c) données statistiques; et d) budget et financement.

A. Cadres normatifs et mécanismes institutionnels concernant l'égalité des sexes

65. Les États membres de l'Asie et du Pacifique ont adopté des politiques en faveur de l'égalité des sexes. Découlant de l'objectif fondamental d'autonomiser les femmes, de promouvoir la condition de la femme, d'assurer la justice sociale et/ou de favoriser l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, ces politiques portent, suivant le cas, sur un éventail de questions, parmi lesquelles les droits fondamentaux, la participation à la vie publique, la santé, l'éducation, la pauvreté et les moyens d'existence, la violence à l'égard des femmes et des filles, et les mécanismes institutionnels pour la promotion de la femme. La mise en place des politiques et législations se fait dans le cadre de stratégies et de plans d'action pour l'égalité des sexes qui, suivant le contexte également, couvrent les 12 domaines critiques du Programme d'action.

66. S'il existe bien des politiques, législations et plans d'action au niveau national, les États membres ont fait remarquer que ces textes ne traitent pas nécessairement de toutes les questions se rapportant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et que, dans certains cas, ils n'existent qu'à l'état d'ébauche (ou pas du tout).

67. Pour que les politiques, législations et plans d'action se traduisent dans la pratique, des mécanismes institutionnels sont nécessaires. À cet égard, les États membres ont décrit les initiatives prises dans le secteur public pour intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes; la création de fonctions pour permettre la mise en œuvre et le suivi des politiques, plans et

⁹ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1577, n° 27531.

programmes; et l'importance de la communication et de la collaboration pour réaliser l'objectif visé par les politiques et lois relatives à l'égalité des sexes.

68. L'existence de responsables et d'organismes chargés de traiter de la question de l'égalité des sexes ne donne toutefois pas lieu automatiquement à la mise en œuvre et au suivi de manière intégrale et efficace des politiques, plans et programmes; en d'autres termes, elle ne se traduit pas nécessairement en résultats concrets en faveur de l'égalité des sexes. Il serait nécessaire de renforcer la volonté politique, les moyens et les ressources à travers les mécanismes institutionnels mis en place pour la promotion de la femme si l'on veut enregistrer des progrès appréciables en matière d'égalité des sexes.

B. Coopération et partenariats en faveur de l'égalité des sexes

69. Les États membres ont rendu compte de la coopération et des partenariats établis entre les divers organismes publics et entre les administrations publiques et la société civile pour la mise en œuvre du Programme d'action.

70. Les États membres ont précisé que la coopération et la participation au sein des administrations publiques sont possibles principalement grâce aux mécanismes nationaux de promotion de la femme et se concrétisent sous la forme d'organismes multipartites, d'accords écrits et par la mise en œuvre et le suivi conjoints des engagements pris et des initiatives lancées en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En facilitant la coopération et les partenariats, les mécanismes nationaux pour la promotion de la femme peuvent coordonner les organismes publics, offrir une assistance technique et examiner l'action relative à l'égalité des sexes engagée par les principaux ministères, par exemple en analysant leurs rapports annuels.

71. Les forums, les équipes spéciales, les comités et les groupes de référence établis au niveau interministériel ou à l'échelon d'un département ou d'une institution constituent d'autres filières par lesquelles la coopération et les partenariats prennent forme au sein des administrations publiques à propos de la question de l'égalité des sexes.

72. S'agissant de la coopération et des partenariats entre les administrations publiques et la société civile, les États membres ont mentionné les conseils, comités et forums nationaux composés à la fois de représentants des administrations publiques et de représentants de la société civile. Les divers organes qui regroupent administrations publiques et société civile se réunissent régulièrement pour permettre une consultation continue. Les administrations publiques et la société civile coopèrent et participent aussi aux activités suivantes: a) la réalisation de campagnes de sensibilisation à l'égalité des sexes; b) la mise en œuvre de programmes portant, par exemple, sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles; c) la participation à des forums internationaux et régionaux; et d) le suivi de l'application des politiques et des plans d'action.

73. Les États membres ont fait ressortir la contribution qu'apporte la société civile à la mise en œuvre du Programme d'action et par là même aux progrès de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Ils ont également fait remarquer que l'existence de structures et de modalités de coopération et de partenariat entre les administrations publiques et la société civile pour la mise en œuvre du Programme d'action et pour une réalisation plus large de l'égalité des sexes n'implique pas nécessairement l'existence d'une collaboration efficace et de qualité.

C. Données et statistiques sur l'égalité des sexes

74. Suivant les indications des États membres, les bureaux de statistique nationaux de l'Asie et du Pacifique s'attachent à produire des données ventilées par sexe et à élaborer et appliquer des ensembles d'indicateurs de base de la condition féminine au niveau national, dont un sous-ensemble relatif à la question de la violence à l'égard des femmes et des filles.

75. Pour mesurer les multiples dimensions de la question de l'égalité des sexes, les pays de l'Asie et du Pacifique continuent de formuler des indicateurs nationaux et mettent progressivement en application l'ensemble minimum des (52) indicateurs de la condition féminine établi par la Commission de statistique des Nations Unies. Selon le pays et la nature de l'enquête, des informations sont recueillies sur un éventail de sujets, dont l'âge, l'appartenance ethnique, la langue, la religion, la famille, l'éducation, le logement, la santé, le handicap, la sécurité économique, la population active, l'emploi, les moyens d'existence, la prise de décision, les droits fondamentaux, la satisfaction dans la vie, la criminalité et la sécurité, la justice, la gouvernance, la citoyenneté et l'environnement naturel. Les données collectées sont compilées et mises à la disposition des personnes intéressées par voie électronique et sous forme imprimée.

76. Comme l'indiquent les États membres, les données relatives à la problématique hommes-femmes qui sont collectées, compilées, analysées et publiées sont utiles pour les gouvernements à divers égards: planification, formulation des politiques, prestation des services, mise en œuvre des programmes et suivi des activités.

77. Tout en notant que des données sur l'égalité des sexes sont collectées et utilisées, les États membres signalent des carences dans leurs systèmes statistiques en ce qui concerne les données et les statistiques ventilées par sexe. L'efficacité et l'efficacités des systèmes statistiques nationaux sont, nous dit-on, réduites du fait: a) de la prise de conscience limitée de l'importance que revêtent les données sur l'égalité des sexes; b) du manque de moyens techniques; et c) de l'insuffisance des ressources. Ces déficiences au niveau des données et statistiques sur l'égalité des sexes font que les politiques, plans et programmes peuvent ne pas satisfaire adéquatement les différents besoins et intérêts des femmes et des hommes, des filles et des garçons.

78. En ce qui concerne l'ensemble minimum de (52) indicateurs de la condition féminine convenu au niveau mondial, plusieurs États membres ont fait état de plans pour la collecte, ou le lancement de la collecte, de données en suivant cet ensemble minimum.

79. Comme pour l'ensemble minimum d'indicateurs de la condition féminine appliqué au niveau mondial, les pays de l'Asie et du Pacifique ont enregistré divers progrès dans l'application des neuf indicateurs de base relatifs à la violence à l'égard des femmes, adoptés par la Commission de statistique des Nations Unies. Si certains pays n'ont pas encore commencé d'utiliser ces neuf indicateurs de base pour mesurer la violence à l'égard des femmes et des filles au niveau national, d'autres ont entrepris diverses initiatives, dont la réalisation d'enquêtes sur la santé et la sécurité de la famille et l'établissement de bases de données nationales.

D. Budgets et financements pour l'égalité des sexes

80. Comme le précisent les États membres, les fonds publics alloués pour l'action en faveur de l'égalité des sexes sont insuffisants pour assurer la réalisation des objectifs stratégiques du Programme d'action. Les mécanismes nationaux en faveur des femmes de 15 des 17 États membres qui ont fourni des informations sur la question bénéficient de moins de 1 % du budget national, malgré les missions considérables qui leur sont assignées.

81. En dehors de l'aspect quantitatif, la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes est une modalité employée par certains États membres pour encourager une affectation équitable et responsable des ressources. Plus de 10 États membres ont indiqué avoir opté pour une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes, qui peut se présenter sous diverses formes parmi lesquelles: a) des états budgétaires reflétant les sexospécificités; b) l'inclusion de la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les cadres budgétaires nationaux; et c) l'attribution d'un budget minimum pour les initiatives concernant l'égalité des sexes.

VI. Réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

82. Les États membres ont déterminé les mesures prioritaires à prendre dans les années à venir, ainsi que les critères d'application de base, pour parvenir à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes.

A. Domaines d'action prioritaires en matière d'égalité des sexes

83. La majorité des États membres ont défini trois domaines d'action prioritaires concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour la région Asie-Pacifique, à savoir la participation accrue des femmes à la vie publique et à la vie politique, l'autonomisation économique des femmes et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.

Les femmes aux postes de responsabilité et de décision

84. Les États membres ont souligné la nécessité d'accroître le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité et de décision, depuis les parlements nationaux jusqu'aux administrations publiques locales. Ils considèrent que pour parvenir à la parité des sexes au niveau des postes de responsabilité et de décision, il faut pouvoir repérer les femmes qui ont les capacités voulues pour diriger; investir dans le renforcement des capacités des femmes à occuper des postes de responsabilité; engager des « champions masculins de l'égalité des sexes »; et recourir à des mesures temporaires spéciales, comme les quotas, l'action volontariste et les financements ciblés.

Autonomisation économique des femmes

85. Suivant les États membres, de multiples initiatives sont nécessaires pour démarginaliser les femmes sur le plan économique. On relèvera parmi les mesures proposées pour réduire la pauvreté chez les femmes et les filles et pour promouvoir leur indépendance économique l'adoption de politiques et de programmes économiques tenant compte des disparités entre les sexes qui englobent la protection sociale, facilitent l'acquisition par les femmes de connaissances et de compétences utiles sur le marché du travail, favorisent l'emploi des femmes et améliorent leur accès aux biens, au crédit et aux autres ressources productives. D'autres domaines méritent de retenir

l'attention, parmi lesquels la réduction de l'écart salarial entre hommes et femmes, la prise en compte du travail domestique non rémunéré accompli par les femmes, la promotion des droits des femmes employées dans le secteur informel, l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'offre concrète d'emplois décents pour davantage de travailleuses.

Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles

86. Les États membres ont précisé qu'ils appliquaient les normes de diligence voulue en matière de prévention, de protection et de poursuite afin d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles en Asie et dans le Pacifique. On considère que la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles nécessite l'application de cadres normatifs qui incluent des politiques, des lois et des stratégies, ainsi que l'adoption d'une « tolérance zéro ». Les États membres ont énuméré d'autres conditions requises pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, notamment: des initiatives en matière d'éducation; l'offre d'un éventail de services, en particulier des centres d'accueil et des mesures de réinsertion pour les victimes de violence; la mobilisation au niveau communautaire, en assurant l'engagement effectif des dirigeants; des recherches pour élucider les divers aspects de la violence à l'égard des femmes et des filles; et des systèmes judiciaires tenant compte des sexospécificités. Des formes particulières de violence ont été portées à l'attention des États membres, notamment la traite des femmes et des filles, le mariage des enfants et d'autres pratiques préjudiciables, la violence familiale, la cyberprostitution et la cyberpornographie, les crimes de sorcellerie et la violence à l'égard des femmes âgées.

Normes socioculturelles

87. Pour certains États membres, la solution des problèmes d'exercice de responsabilité et de prise de décision, d'autonomisation économique et de violence passe par l'éradication de la cause sous-jacente de l'inégalité entre les femmes et les hommes, à savoir le système patriarcal. Afin de stabiliser les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes, les États membres ont préconisé d'améliorer la condition de la femme dans la société et de renoncer aux images et attitudes négatives et stéréotypées des femmes et des filles et de leur rôle. Ils ont déterminé que les femmes et les hommes, ainsi que les filles et les garçons, constituent des groupes cibles pour la transformation des normes socioculturelles, où les membres des deux sexes sont des « agents de changement ».

Cadres normatifs et mécanismes institutionnels

88. Les États membres du Pacifique, de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest et de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale ont déterminé qu'il fallait renforcer les cadres normatifs et les mécanismes institutionnels connexes, qui permettent de structurer et de détailler l'action engagée en faveur de l'égalité des sexes. À cette fin, l'adoption de politiques et de lois sur l'égalité des sexes, ainsi que la volonté de veiller à ce que les autres politiques et législations gouvernementales aient des effets équitables pour les femmes et les hommes ont été jugées importantes. On a fait valoir que la bonne mise en œuvre des politiques et des législations nécessitait une meilleure coordination entre tous les organismes publics et une équipe de spécialistes de l'égalité des sexes. Il a été fait mention en particulier de la nécessité de renforcer les mécanismes nationaux en faveur des femmes et d'appliquer plus largement la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Santé des femmes et des filles

89. Outre les politiques, lois et stratégies qui définissent l'action à mener en faveur de l'égalité des sexes, les États membres ont énuméré les questions sectorielles qui requièrent une attention particulière. La santé des femmes et des filles est l'une de ces questions relevées par les États membres de toutes les sous-régions de la CESAP à l'exception de l'Asie de l'Est et du Nord-Est. Dans le domaine de la santé, les États membres ont souligné qu'il fallait traiter les problèmes de santé maternelle des femmes et des filles (en particulier l'action à engager pour réduire les taux de mortalité), d'accès aux services de santé et de droits et de santé en matière de sexualité et de procréation.

Environnement

90. L'environnement naturel est un autre domaine d'action sectoriel prioritaire relevé par les États membres du Pacifique, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest. Les États membres ont attiré particulièrement l'attention sur la nécessité de s'intéresser et de faire face, dans une perspective sexospécifique, à la fois aux conséquences des changements climatiques et à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles, notamment de l'eau potable et des sources d'énergie renouvelables. On a jugé indispensable d'engager des actions pour sensibiliser davantage les femmes et les filles aux questions environnementales et renforcer leur résilience face aux changements climatiques, ainsi que pour favoriser la réduction des risques de catastrophe en tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Les femmes, la paix et la sécurité

91. Les États membres du Pacifique, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale ont estimé que l'application du programme « les femmes et la paix et la sécurité », décrit dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité, constituait un domaine d'action prioritaire. Ils ont souligné l'importance de la promotion des droits et de la sécurité des femmes et des filles en période de conflit et dans les situations postconflituelles.

Accès à la justice

92. Les États membres du Pacifique, de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest et de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale ont mentionné l'accès à la justice comme autre domaine d'action, apparenté au programme « les femmes et la paix et la sécurité ». On perçoit un réel besoin de faire appliquer les lois, de mettre un terme à l'impunité des personnes qui violent les droits des femmes et des filles, de renforcer les notions de droit élémentaires acquises par les femmes et les filles et de dispenser (gratuitement) des services juridiques. Étant donné que la capacité des femmes et des filles à exercer leurs droits est subordonnée à la reconnaissance officielle de leur existence, l'enregistrement des faits d'état civil, y compris le droit à la citoyenneté quel que soit le statut juridique des parents de l'enfant, est un domaine connexe qui doit retenir l'attention.

Diversité et données

93. Les États membres ont retenu deux autres priorités, qui touchent à l'ensemble des domaines d'action précités: a) pourvoir aux besoins et intérêts propres des divers groupes de femmes et de filles; et b) renforcer les statistiques et données ventilées par sexe. Étant donné l'intersectionnalité des

inégalités, il faut prendre consciemment en compte les différences et les similarités entre les femmes et les filles répertoriées, par exemple, comme rurales, autochtones, migrantes, réfugiées, handicapées ou pauvres, si l'on veut que toutes les femmes et toutes les filles soient démarginalisées. Disposer de données et de statistiques ventilées par sexe est jugé prioritaire du fait que les mesures stratégiques, et la responsabilisation, concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes requièrent la collecte, l'analyse et l'utilisation d'informations fiables, valables et complètes; ainsi qu'une action fondée sur des données factuelles et adaptée à la situation.

B. Accélération de la mise en œuvre du Programme d'action

94. Les États membres ont dénombré six conditions essentielles à remplir pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action en Asie et dans le Pacifique.

Cadres normatifs

95. L'engagement politique et une approche «pangouvernementale» constituent la première condition essentielle pour pouvoir parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Les États membres ont souligné la nécessité d'une plus grande volonté politique et d'un plus large partage des responsabilités entre les divers ministères et départements gouvernementaux, qui puissent donner lieu à la formulation et à la mise en œuvre de politiques, de plans et de programmes globaux et multisectoriels portant sur l'égalité des sexes.

Prise de conscience des sexospécificités

96. La traduction des politiques, plans et programmes en mesures concrètes requiert une prise de conscience, des capacités et une collaboration, trois autres facteurs relevés par les États membres qui permettent d'accélérer la mise en œuvre du Programme d'action. En ce qui concerne la prise de conscience, les États membres ont déclaré qu'il y a eu lieu de sensibiliser davantage les parlementaires, les fonctionnaires et, plus généralement, le public et d'améliorer leur compréhension de la question. C'est-à-dire qu'une meilleure connaissance de la condition de la femme, de l'égalité des sexes, de la prise en compte de la problématique hommes-femmes et des questions de parité entre les sexes est nécessaire pour accélérer l'action en faveur de l'égalité des sexes. Les États membres ont fait mention en particulier de la sensibilisation accrue des représentants gouvernementaux, du secteur judiciaire, de la société civile et des femmes.

Capacités pour la lutte contre les inégalités entre les sexes

97. Dans la perspective de cette prise de conscience accrue, les États membres perçoivent la nécessité de renforcer les capacités des personnes et des entités chargées de la mise en œuvre des politiques, plans et programmes relatifs à l'égalité des sexes. Il est entendu que l'investissement destiné à renforcer les capacités pour la lutte contre les inégalités entre les sexes s'accompagne de l'offre de formations et d'une assistance technique dans l'ensemble du secteur public afin de permettre la prise en compte de la problématique hommes-femmes et l'adoption de mesures comme la budgétisation tenant compte de cette problématique. S'agissant des capacités, les États membres ont souligné la nécessité d'investir dans les mécanismes nationaux pour la promotion de la femme.

Coopération et partenariats

98. Le renforcement de la collaboration entre les organismes publics, et entre les administrations publiques et la société civile, est un autre moyen préconisé pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action. Pour ce qui est de la collaboration, les États membres ont souligné qu'il importe de renforcer: a) le partage des connaissances, y compris des données, notamment des données d'expérience, en particulier lorsqu'elles concernent le Programme d'action; b) les mécanismes de coordination, comme les comités multipartites, les conseils et les forums; et c) la participation des femmes et des organisations féminines depuis le niveau international jusqu'à l'échelon local. Le sentiment d'être partie prenante, où les rôles et responsabilités sont clairement définis, a été indiqué comme facteur propre à stimuler la coopération et les partenariats en faveur de l'égalité des sexes. À cet égard, les États membres ont noté l'importance de l'engagement de la société civile et du secteur privé.

Ressources

99. Les États membres ont encore indiqué que davantage de ressources sont requises pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action. S'agissant en particulier des ressources financières, ils ont souligné la nécessité de disposer de mécanismes de financement durables, de procéder à des recherches ciblées de ressources et d'affecter davantage de ressources au budget national en faveur des mécanismes nationaux de promotion de la femme. On considère que la réalisation des mandats et des engagements est subordonnée à un apport suffisant de ressources.

Responsabilisation

100. La responsabilisation est le sixième facteur essentiel identifié par les États membres pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action. Le renforcement de la responsabilisation doit passer par le suivi et l'évaluation de la portée des initiatives en faveur de l'égalité des sexes, qui nécessitent à leur tour l'établissement d'objectifs et d'indicateurs mesurables, ainsi que la collecte de données ventilées par sexe et l'utilisation de statistiques qui reflètent les sexospécificités.

VII. Conclusions

101. Par cet examen analytique, les États membres ont renforcé la pertinence du Programme d'action en tant que programme mondial dont l'objectif est de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Au cours de la mise en œuvre de ce programme, les États membres ont progressé dans la réalisation des objectifs stratégiques dans les 12 domaines critiques et la recherche de solutions aux problèmes persistants qui entravent la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme d'action.

102. Près de 20 ans après l'adoption du Programme d'action, les États membres ont souligné qu'il faut toujours déployer durablement des efforts et les renforcer pour surmonter les obstacles persistants à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Des actions soutenues sont nécessaires pour consolider les institutions (en particulier les mécanismes nationaux de promotion de la femme), accroître les financements, pousser la responsabilisation, établir des partenariats plus solides et raffermir la coopération régionale en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

103. En reconnaissant que des progrès sont possibles, comme en témoignent les avancées déjà réalisées, mais que l'on peut faire davantage, les États membres auront une occasion historique, lors de la Conférence Asie-Pacifique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes: examen de Beijing+20, de renouveler leur engagement à assurer une égalité réelle pour les femmes et les hommes, et pour les filles et les garçons, dans toute la région Asie-Pacifique durant la période de développement au-delà de 2015.
